

**Séance ordinaire du
4 octobre 2021**

Séance ordinaire du conseil municipal tenue aux lieu et heure habituels à laquelle sont présents monsieur Francis St-Pierre, maire, madame la conseillère Vanessa Lepage-Leclerc, messieurs les conseillers David Leblanc, Yve Rouleau, Jean-Denis Bernier, Simon Dubé et Francis Rodrigue.

Tous formant quorum sous la présidence de monsieur le maire.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte.

Madame Louise-Anne Belzile, directrice générale et secrétaire-trésorière, agit à titre de secrétaire de la séance.

ORDRE DU JOUR

Il est proposé par monsieur Yve Rouleau et résolu à l'unanimité que l'ordre du jour soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PÉRIODE DE QUESTION SUR L'ORDRE DU JOUR

Le maire procède à la période de questions.

RÉS. 2021-10-121 ACCEPTATION DU PROCÈS-VERBAL DU 7 SEPTEMBRE 2021

Attendu que les copies du procès-verbal du 7 septembre 2021 ont été adressées à chacun des élus qui en ont pris connaissance avant la présente assemblée;

Il est proposé par monsieur Jean-Denis Bernier et résolu à l'unanimité que la directrice générale soit dispensée d'en donner lecture et que le procès-verbal soit adopté dans sa forme et teneur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-122 ACCEPTATION DU PROCÈS-VERBAL DU 20 SEPTEMBRE 2021

Attendu que les copies du procès-verbal du 20 septembre 2021 ont été adressées à chacun des élus qui en ont pris connaissance avant la présente assemblée;

Il est proposé par madame Vanessa Lepage-Leclerc et résolu à l'unanimité que la directrice générale soit dispensée d'en donner lecture et que le procès-verbal soit adopté dans sa forme et teneur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-123 ACCEPTATION DES COMPTES À PAYER DU MOIS DE SEPTEMBRE 2021

Il est proposé par monsieur Simon Dubé et résolu à l'unanimité que les comptes à payer du mois de septembre 2021 au montant de 72 316,21 \$ soient acceptés.

La liste est classée aux archives sous la cote « Comptes à payer, année 2021 ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-124 ACCEPTATION DES INCOMPRESSIBLES DU MOIS DE SEPTEMBRE 2021

Il est proposé par monsieur Francis Rodrigue et résolu à l'unanimité que les dépenses incompressibles et les comptes payés durant le mois de septembre 2021 au montant de 286 772,64 \$ soient acceptés.

La liste est classée aux archives sous la cote « Incompressibles, année 2021 ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

DÉPÔT DES ÉTATS COMPARATIFS 2021

Le Code municipal prévoit l'obligation des municipalités de déposer en séance publique des états comparatifs, et ce, au moins quatre semaines avant l'adoption du budget.

Les états comparatifs 2021 sont donc déposés au conseil municipal et seront disponibles sur le site Web de la Municipalité.

Rés. 2021-10-125 ADOPTION DU RÈGLEMENT DE CONCORDANCE 499-2021 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 428-2014 DE SAINT-ANACLE-DE-LESSARD AFIN D'ASSURER LA CONCORDANCE AUX RÈGLEMENTS 06-18 ET 20-02, NOTAMMENT EN AJOUTANT UNE ZONE SOUMISE À UN PLAN D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)

Attendu que le conseil municipal a adopté un règlement de zonage le 9 juillet 2014 et que celui-ci est entré en vigueur le 14 septembre 2014 ;

Attendu que la MRC de Rimouski-Neigette a donné un avis de non-conformité au règlement 493-2021, lors de la séance du 8 septembre 2021, relativement à un élément de concordance manquant à la grille des spécifications, soit une note de bas de page à la colonne Rb-125 vis-à-vis la ligne « Zone soumise à l'application d'un PAE » ;

Attendu que le règlement 493-2021 modifiant le règlement de zonage 428-2014 a respecté la procédure normale de modification d'un règlement de zonage et la procédure de modification des éléments conformes, et n'a pas à être recommencé du début ;

Attendu que l'élément manquant relatif au règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble est un élément de concordance et découle du règlement 6-18 ;

Attendu que le présent règlement a pour but de réadopter dans son intégralité le règlement 493-2021 avec les modifications apportées à la grille de spécification et déposé en annexe ;

Attendu que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* prévoit que le conseil municipal peut modifier ses règlements en tout temps (L. R. Q., chapitre A-19.1, articles 123 et les suivants) ;

Attendu que le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Rimouski-Neigette a été modifié par le Règlement 6-18, entré en vigueur le

14 novembre 2018, afin de réformer les limites du périmètre urbain de la Municipalité de Saint-Anaclet-de-Lessard ;

Attendu que le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Rimouski-Neigette a été modifié par le Règlement 20-02, entré en vigueur le 12 novembre 2020, afin d'ajouter, entre autres, des normes spécifiques à l'agriculture urbaine ainsi que différents usages dans l'affectation rurale ;

Attendu que le conseil municipal doit modifier son règlement de zonage afin de tenir compte de l'entrée en vigueur des Règlements 6-18 et 20-02 de la MRC de Rimouski-Neigette ;

Attendu que les plans de zonage découlent des plans des affectations du sol du plan d'urbanisme ;

Attendu que les plans de zonage (cartes 1 et 2) font partie intégrante du règlement de zonage 428-2014 ;

Attendu que les plans de zonage nécessitaient des corrections et une mise à jour ;

Attendu que le règlement de zonage actuel limite la superficie d'un abri sommaire en affectation forestière à 20 mètres carrés ;

Attendu qu'un avis de motion du présent règlement a été donné le 20 septembre 2021 ;

Attendu qu'un projet du présent règlement a été adopté le 20 septembre 2021 ;

Attendu que tous les conseillers(ères) ont reçu le projet de règlement dans les délais prévus par la loi ;

En conséquence, il est proposé par monsieur David Leblanc et résolu à l'unanimité que la secrétaire-trésorière soit dispensée d'en donner lecture et que soit adopté le règlement 499-2021 qui se lit comme suit :

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 : TITRE

Numéro et titre du règlement

2. Le présent règlement porte le numéro 499-2021 et s'intitule « *Règlement de concordance modifiant le règlement de zonage 428-2014 de Saint-Anaclet-de-Lessard afin d'assurer la concordance aux règlements 06-18 et 20-02, notamment en ajoutant une zone soumise à un plan d'aménagement d'ensemble (PAE)* ».

ARTICLE 3 : BUT DU RÈGLEMENT

3. Le but du présent règlement est d'assurer la concordance aux règlements 6-18 et 20-02 de la MRC de Rimouski-Neigette, d'adopter des modifications au règlement de zonage et aux plans de zonage et de modifier la superficie des abris sommaires.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE DISPOSITIONS NORMATIVES

Nouvelles définitions

4.1 Le Chapitre 2 intitulé « *Définitions* » est modifié à l'article 2.1 « *Terminologie* » de manière à ajouter les définitions suivantes :

- 1° « *Agriculture urbaine : c'est la culture de plantes ou l'élevage d'animaux dans un périmètre urbain et périurbain à des fins personnelles, communautaires ou commerciales et elle prend toutes sortes de formes.* » après la définition « *Agriculture* » ;
- 2° « *MRC nourricière : c'est une MRC qui favorise l'accès à une saine alimentation pour tous, et ce, à des coûts environnementaux, sociaux et monétaires acceptables. Pour ce faire, elle porte une vision intégrée du système alimentaire en agissant sur 5 éléments : la production, la transformation, la distribution, la consommation et la gestion des matières résiduelles.* » après la définition « *Mixité d'élevage* » ;
- 3° « *Poulailler urbain : bâtiment accessoire servant à la garde de poules comme usage accessoire à l'usage résidentiel et non destiné à la vente.* » après la définition « *Poste d'essence* » ;
- 4° « *Serre communautaire : bâtiment léger et largement vitré, transparent ou translucide utilisé uniquement pour la production alimentaire et autres végétaux pour des fins personnelles ou communautaires non destinés à la vente.* » après la définition « *Rue publique* » ;
- 5° « *Serre résidentielle : bâtiment léger et largement vitré, transparent ou translucide, accessoire à l'usage résidentiel et utilisé uniquement pour la production alimentaire pour des fins personnelles non destinée à la vente.* » en remplacement de la définition « *Serre privée* » qui est abrogée.

Agriculture urbaine à l'intérieur du périmètre urbain et des terrains résidentiels

4.2 L'article 4.12 « *Groupe agriculture* » du Chapitre 4 « *Classification des usages* » est modifié de manière à ajouter le point 3° à la suite du point 2° :

- 3) *Agriculture urbaine*
 - *L'élevage de poule ;*
 - *Les serres communautaires ;*
 - *Les serres résidentielles ;*
 - *Les potagers en façade.*

4.3 L'article 6.2.5 « *Serre privée* » est modifié pour être intitulé « *Serre résidentielle* » et la nouvelle appellation est modifiée à l'intérieur de cet article. Les éléments suivants sont modifiés :

Le premier alinéa est abrogé et remplacé par le texte ci-dessous et un nouveau paragraphe est créé et la numérotation des paragraphes existants est ajustée à la suite du 1) paragraphe :

La construction et l'implantation d'une serre résidentielle à un usage résidentiel sont permises, selon les conditions suivantes :

- 1) Le nombre et la superficie maximale des serres résidentielles sont, en fonction de la superficie du terrain :
 - a) Sur un terrain ayant une superficie inférieure à 3000 mètres carrés : une seule serre résidentielle est autorisée. La superficie maximale autorisée est de 20 mètres carrés.
 - b) Sur un terrain ayant une superficie de 3 000 mètres carrés et plus, un maximum de deux serres résidentielles peut être implanté par terrain. La superficie maximale autorisée d'une serre est de 40 mètres carrés.

La superficie maximale combinée de deux serres est de 40 mètres carrés.

Le 2^e paragraphe est modifié et remplacé par le texte suivant : « 2) *Une serre résidentielle peut être détachée ou attachée à un bâtiment accessoire et être située à au moins 2 mètres d'un bâtiment principal.*

Le paragraphe « 7) *La hauteur maximale de la serre est de 5 mètres sans excéder la hauteur du bâtiment principal et les murs ne doivent pas excéder 2,8 mètres* », est créé et ajouté à la suite du paragraphe 6).

Le paragraphe « 8) *Un abri d'auto temporaire ne doit, en aucun cas, servir de serre résidentielle* » est créé et ajouté après le paragraphe 7).

Le paragraphe « 9) *La partie translucide d'une serre doit être constituée de polyéthylène, de toile ou de verre conçu spécifiquement à cet effet et maintenue en bon état* » est créé et ajouté après le paragraphe 8).

4.4 L'article 6.2.19 « Poulailleur urbain » est créé et composé du texte suivant :

La construction ou l'implantation d'un poulailleur urbain accessoire à un usage résidentiel est permise selon les règles suivantes :

- 1) Un seul poulailleur (bâtiment et enclos) par bâtiment principal est autorisé ;
- 2) Le poulailleur ne peut pas excéder une superficie de plancher de 5 m² ;
- 3) La hauteur maximale du poulailleur est de 2,5 mètres ;
- 4) Les poulailleurs (bâtiment et enclos) ne sont permis que dans les cours arrière et latérales ;
- 5) Être implanté à une distance minimale de 2 mètres des lignes arrière et latérales ;
- 6) Les poulailleurs peuvent être attachés à un garage ou une remise, mais doivent être situés à 2 mètres d'un bâtiment principal ;
- 7) Un poulailleur urbain peut être aménagé à l'intérieur d'une remise détachée du bâtiment principal lorsque bien ventilée et éclairée à la condition que l'enclos extérieur soit accessible directement et qu'il se situe dans la cour arrière ;
- 8) La dimension minimale de l'enclos doit correspondre à une superficie de 1 mètre carré par poule, sans toutefois excéder une superficie maximale de dix (10) mètres carrés ;
- 9) L'implantation de ne doit pas excéder le mur avant du bâtiment principal et la marge avant doit être respectés ;
- 10) Aucune enseigne n'est autorisée pour cet usage ;
- 11) La conception du poulailleur doit assurer une bonne ventilation, être conforme à ses besoins et protéger les poules du soleil et du froid de façon à leur permettre de trouver de l'ombre en période chaude et d'avoir une source de chaleur (isolation et chauffage) en hiver ;
- 12) Il est strictement interdit de faire la vente d'œufs, de viande, de fumier ou de toutes autres substances provenant des poules ;
- 13) Il est interdit de garder plus de 3 poules et la garde d'un coq n'est pas autorisée ;
- 14) Lorsque la garde des poules cesse de façon définitive, le poulailleur et l'enclos extérieur doivent être démantelés et les lieux doivent être remis en état.

4.5 L'article 10.16 « Potagers en façade » est créé et composé du texte suivant :

L'aménagement d'un potager en façade est autorisé aux conditions suivantes :

1. Toutes activités de promotion ou de vente sont interdites ;
2. La hauteur maximale totale des supports est de 1,2 mètre ;
3. La distance minimale entre un potager ou un bac de culture et la ligne avant est de 1 mètre ;
4. Les bacs de cultures sont autorisés avec une hauteur maximale de 1 mètre.

4.6 L'article 6.4.8 « Serres communautaires » est créé et composé du texte suivant :

Une serre communautaire est autorisée comme usage complémentaire aux usages du groupe institutionnel et public et est autorisée selon les conditions suivantes :

1. La superficie maximale totale d'une serre communautaire est de 80 mètres carrés ;
2. Le pourcentage maximal d'occupation du sol de la serre communautaire est de 50 % ;
3. La hauteur maximale totale est de 6 mètres et les murs ne doivent pas excéder 2,8 mètres ;
4. La partie translucide d'une serre communautaire doit être constituée de polyéthylène, de toile ou de verre conçu spécifiquement à cet effet, maintenue en bon état ;
5. Une serre communautaire peut être implantée dans toutes les cours en respectant les marges d'implantation applicables à un bâtiment principal.

4.7 La grille des spécifications est modifiée et les modifications consistent à :

- 1° Insérer une nouvelle ligne « Agriculture urbaine » sous la ligne « Agriculture » à la colonne *Groupes d'usages* permis des feuillets 2 et 3.
- 2° Ajouter un « point » à l'intersection de la ligne « Agriculture urbaine » et des colonnes à l'ensemble des numéros de zones du feuillet 2 et 3.

La grille des spécifications incluant les modifications proposées est présentée à l'annexe C du présent règlement.

Usages complémentaires en affectation forestière

4.8 L'article 6.2.20 intitulée « Usages complémentaires à l'usage résidentiel en zone forestière » est créé et inséré dans la section 6.2 « Bâtiment accessoire et usage complémentaire aux usages du groupe résidentiel ».

6.2.20 Usages complémentaires à l'usage résidentiel en zone forestière

« Dans les affectations forestières, les usages complémentaires à l'usage résidentiel sont autorisés à l'intérieur d'un bâtiment principal ou accessoire, uniquement lorsqu'ils sont en lien avec les usages permis dans l'affectation forestière tels que, de façon non limitative, les services de réparation d'équipements forestiers et agricoles, les services de réparation de petits moteurs, les services d'entretien de machinerie. Ces usages complémentaires doivent occuper une superficie inférieure à celle de l'usage principal. Aucun entreposage extérieur ne peut être visible de la rue. Aucun commerce de ventes de détail n'est permis. »

4.9 Le tableau « Grille des spécifications est modifié. La modification consiste à :

1. Créer et insérer la ligne « Usage complémentaire » dans la section « *Dispositions applicables à certaines zones* » au-dessus de la ligne « *Les zones tampons et les écrans visuels* ».
2. Créer la Note 18 suivante : « *Les usages complémentaires à l'usage résidentiel sont autorisés à l'intérieur d'un bâtiment principal ou accessoire, uniquement lorsqu'ils sont en lien avec les usages permis dans l'affectation forestière tels que, de façon non limitative, les services de réparation d'équipements forestiers et agricoles, les services de réparation de petits moteurs, les services d'entretien de machinerie. Ces usages complémentaires doivent occuper une superficie inférieure à celle de l'usage principal. Aucun entreposage extérieur ne peut être visible de la rue. Aucun commerce de ventes de détail n'est permis.* »
3. Insérer la Note 18 à la nouvelle ligne « *Usage complémentaire* » et les colonnes des numéros de zones F-38, F-39, F-40, F-41 et F-42.

La grille des spécifications incluant les modifications proposées est présentée à l'annexe C du présent règlement.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET AGRANDISSEMENT DU PÉRIMÈTRE URBAIN

5. Le plan de zonage, feuillet 2 (le secteur du périmètre urbain) est modifié. Les modifications consistent à :
 1. Agrandir le périmètre urbain avec l'ajout d'une nouvelle zone Rb-125 à même la zone Ru-52. Cette nouvelle zone s'étale au-delà de la route Melchior Poirier jusqu'au début de la zone agricole identifiée par la zone Ad-3 et de la zone forestière F-38. Plus précisément, la zone Rb-125 se rend jusqu'au lot 3 419 346 sur le rang 3 Ouest et le lot 3 419 376 du côté sud de la rue Principale Ouest.
 2. Réduire la zone Ru-52, qui est désormais située à l'extérieur du périmètre urbain, à la suite ouest de la zone Rb-125 jusqu'à la limite ouest de la municipalité le long de la rue Principale Ouest. La zone débute avec une partie du lot 3 201 184 du côté nord et le lot 4 206 785 du côté sud de la rue Principale Ouest.
 3. Modifier et renommer la zone Ra-123, désignée comme résidentielle faible densité afin de la désigner Rb-123 comme résidentielle moyenne densité pour mieux correspondre à la réalité terrain.
 4. Créer la zone Re-145 à même la zone Rb-123 et la zone In-110. Cette nouvelle zone récréative est située derrière la zone CM-148 et est attenante à la zone In-110 du côté est. Corriger les lignes de cette nouvelle zone avec le découpage de la zone agricole correspondant à la délimitation du périmètre urbain.
 5. Réduire la zone In-110 au seul lot 6 280 684.
 6. Corriger la limite nord de la zone Ra-122 afin de tenir compte du zonage agricole, rendant des parties de terrain des lots 3 201 382, 3 201 384, 3 201 385, 3 201 387 (côté nord de la rue Lechasseur) à la zone Ad-2.
 7. Créer la zone Re-144 à même la zone Rb-136 et Ra-118, se situant entre ces deux zones et la zone Ad-2.
 8. Corriger la limite est de la zone Rb-133 avec le bon découpage de la zone agricole de la zone Ad-5. La correction consiste à agrandir quelque peu la zone Ad-5 à même la zone Rb-133.
 9. Corriger la ligne sud des zones Rb-133, In-109, Rb-132, Re-142, Rb-130 et Rb-131 afin de l'aligner avec la délimitation de la zone agricole.
 10. Corriger la ligne nord de la zone Rb-134 afin de l'aligner avec la délimitation de la zone agricole et de la limite nord des lots 3 200 563, 5 337 662 et 3 200 009.

11. Modifier et renommer les zones Ra-118, Ra-119, Ra-120, Ra-122 et Ra-124 auparavant désignées comme résidentielle faible densité au Plan des affectations du sol du Plan d'urbanisme et récemment modifiées et désignées comme résidentielle moyenne densité pour mieux correspondre à la réalité terrain. Les zones sont renommées Rb-118, Rb-119, Rb-120, Rb-122 et Rb-124.
12. Corriger, de manière générale, les limites de zones décalées et/ou désaxées des lignes de cadastres pour les aligner avec les lignes de cadastres existants et/ou de la zone agricole.

Le plan de zonage feuillet 2 « périmètre urbain » incluant les modifications proposées est présenté à l'annexe A du présent règlement.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DU ZONAGE À L'EXTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE URBAIN

6. Le plan de zonage, feuillet 1 (territoire complet de la Municipalité) est modifié. Les modifications consistent à :
 1. Corriger la zone Vil-59 en réduisant son pourtour à 120 m de largeur au lieu de 300 m.
 2. Agrandir et corriger la zone Ad-10 à même la zone Vil-59 dans sa partie nord-est afin de rétablir le découpage avec la zone agricole.
 3. Agrandir la zone Ac-26 à même la zone Vil-59 dans sa partie nord-ouest afin de rétablir le découpage avec la zone agricole.
 4. Créer la zone F-43 à même la zone Vil-59. La zone couvre une partie de la superficie des lots 3 200 688 et 3 200 856, excepté une bande de 120 m de la zone Vil-59 en pourtour du lac à la Peinture.
 5. Agrandir la zone Af1-16 de quelques mètres à même la zone As-30, pour l'aligner avec les limites précises du lot 3 201 467.
 6. Corriger la zone As-30 pour l'agrandir dans la zone Af1-16 afin d'intégrer la totalité du lot 3 916 986.
 7. Corriger le tracé de la ligne dans la section ouest de la zone Af1-16 de manière à agrandir cette zone en insérant une parcelle résiduelle du lot 3 201 501 qui était dans la zone Ad-7.
 8. Corriger le tracé de la zone Af1-16 avec la délimitation ouest du lot 3 201 456.
 9. Corriger la zone Vil-60 en réduisant son pourtour à 120 m de largeur au lieu de 300 m.
 10. Agrandir la zone F-40 à même la zone F-41, afin de découper les deux zones par la Petite rivière Neigette.
 11. Corriger la limite de la zone Re-47 pour l'aligner avec l'emprise de la route du Fourneau-à-chaux. La partie résiduelle est ajoutée aux zones Ad-10 et Af1-18 selon sa proximité de l'un et l'autre.
 12. Corriger la limite de la zone Ac-25 pour l'aligner avec l'emprise de la route du Fourneau-à-chaux. La partie résiduelle est ajoutée à la zone Af1-18 qui est attenante.
 13. Corriger les limites de la zone As-33 pour l'aligner avec les limites des cadastres des terrains bordant le rang 4 Ouest.
 14. Corriger la limite de la zone Ad-2 pour l'aligner avec le bon découpage de la limite ouest de la municipalité.
 15. Corriger le découpage de la zone Ad-3 pour l'aligner avec la limite ouest de la Municipalité.
 16. Agrandir les zones Ad-4 et Af1-15 dans la zone Ru-53 pour ajuster la délimitation sud avec la partie sud de l'emprise du rang 4 Ouest.
 17. Agrandir la zone Ru-53 dans la partie ouest du côté nord du Lac à l'Anguille pour l'aligner avec les limites de cadastres existants des lots suivants qui s'avancent sur le littoral : 3 859 671, 3 859 672, 3 859 673, 3 859 674, 4 027 647.
 18. Corriger le tracé de la ligne dans la section sud-est de manière à agrandir la zone Af1-15 dans la zone Ad-4.

19. Corriger les délimitations sud et ouest de la zone Vil-58 pour l'aligner avec la zone agricole et corriger la délimitation nord avec les lignes des cadastres existants.
20. Réduire la délimitation est devant l'emprise du rang 3 Est de la zone Ad-5 afin de corriger la limite de cette zone avec la limite est de la Municipalité et l'emprise de rue sud.
21. Corriger la délimitation de la zone Ad-6 de manière y insérer la route Neigette jusqu'à l'emprise ouest de la route, à même la zone Ac-24.
22. Modifier la zone Ac-24 afin d'aligner la délimitation nord en incluant l'emprise du rang 4 Ouest et la délimitation est avec les lignes de cadastres des lots riverains.
23. Agrandir la zone Af1-16 à même la zone Ad-10 afin d'inclure l'emprise du rang 1 Neigette Ouest.
24. Corriger le tracé de la zone F-39 afin d'inclure la totalité de l'emprise du Rang 1 Neigette Ouest.
25. Corriger le tracé de la zone Ad-10 sud pour inclure la totalité de l'emprise du Chemin de la Rivière-Neigette.
26. Corriger le tracé de la zone Ad-8 ouest pour y inclure la totalité de l'emprise de la route Neigette.
27. Corriger le tracé de la zone Ad-10 à même la zone AS-31 pour l'aligner avec la limite sud du lot 3 200 713.
28. Corriger le tracé de la zone Af1-16 est pour l'aligner sur la ligne est du lot 3 201 273, vis-à-vis de la zone Ac-24.
29. Corriger le tracé de la zone Af1-17 afin d'inclure la totalité de l'emprise du 1^{er} rang Neigette Est vis-à-vis des lots 3 200 981, 3 419 503 et 3 200 980.
30. Corriger la délimitation est de la zone F-41 avec la rivière Neigette pour inclure une partie de lot non cadastré résiduel entre le lot 3 419 510 et la rivière Neigette.
31. Corriger de manière générale, les limites de zones décalées et/ou désaxées des lignes de cadastres pour les aligner avec les lignes de cadastres existants et/ou la limite de la zone agricole.

Le plan de zonage feuillet 1 « territoire municipal » incluant les modifications proposées est présenté à l'annexe B du présent règlement.

ARTICLE 7 : MODIFICATION CONCERNANT LA GRILLE DES SPÉCIFICATIONS

7. La grille des spécifications (feuillet 3) est modifiée.

1. La première modification consiste à renommer les zones Ra-118, Ra-119, Ra-120, Ra-122, Ra-123 et Ra-124 auparavant désignées comme affectation résidentielle faible densité au plan des affectations du sol du Plan d'urbanisme et récemment modifiées et désignées comme résidentielle moyenne densité. Les zones sont renommées Rb-118, Rb-119, Rb-120, Rb-122, Rb-123 et Rb-124.
2. La seconde modification consiste à ajouter la nouvelle zone Rb-125.

Les usages permis sont :

- 1° Résidentiel : unifamilial isolé, unifamilial jumelé, bifamilial isolé ;
- 2° Service : N-4 : Comme usage complémentaire seulement ;
- 3° Agriculture : agriculture urbaine.

Les normes d'implantation sont :

- 1° Marge avant : 7 m
- 2° Marge arrière : 7 m
- 3° Marge latérale minimum : 2 m
- 4° Total des marges latérales : 5,5 m
- 5° Nombre d'étages maximum : 2

6° Coefficient d'emprise au sol : 0,35

Les normes d'implantation d'une enseigne sont :

- 1° Marge avant : 3 m
- 2° Marge latérale : 1 m

3. La troisième modification consiste à ajouter la nouvelle zone Re-145.

Les usages permis sont :

- 1° Récréation et loisirs : N-5 : Aucun bâtiment n'est autorisé à l'exception d'une gloriette ou d'une pergola, Plein-air extensif ;
- 2° Agriculture : agriculture urbaine.

Les normes d'implantation sont :

- 1° Marge avant : 6 m
- 2° Marge arrière : 6 m
- 3° Marge latérale minimum : 2 m
- 4° Total des marges latérales : 2 m
- 5° Nombre d'étages maximum : 1
- 6° Coefficient d'emprise au sol : 0,5

Les normes d'implantation d'une enseigne sont :

- 1° Marge avant : 3 m
- 2° Marge latérale : 1 m

4. La quatrième modification consiste à ajouter la mention que la zone Rb-125 est soumise à un « Plan d'aménagement d'ensemble (PAE) ».

- A. La note de bas de page N-7 est créée dans la colonne Rb-125 vis-à-vis la ligne « Zone soumise à l'application d'un PAE ».
- B. La N-7 est libellée comme suit : *N-7 : Le développement futur du secteur à l'ouest de la route Melchior Poirier, tel qu'illustré à l'article 8,7 du Plan d'urbanisme, est soumis à un règlement sur les PAE.*

La grille des spécifications incluant les modifications proposées est présentée à l'annexe C du présent règlement.

ARTICLE 8 : MODIFICATION CONCERNANT LA SUPERFICIE DES ABRIS SOMMAIRE

8. L'article 6.8.13 — *Abri sommaire* et l'article 6.9.7 — *Abri sommaire* sont abrogés et remplacés par la création de l'article 16,5 *Dispositions spécifiques aux abris sommaires*, qui se compose du texte suivant :

La construction d'un abri sommaire destiné à abriter des personnes est permise aux conditions suivantes :

- 1) Les abris sommaires sont autorisés à l'intérieur des zones forestières (F), agroforestières (Af) et agrocampagnes (Ac).
- 2) Un seul abri sommaire peut être construit sur un terrain boisé d'une superficie minimale de 10 hectares.
- 3) À l'intérieur des zones forestières (F), l'abri sommaire doit être constitué d'un seul plancher d'une superficie au sol n'excédant pas 40 mètres carrés incluant les galeries, perrons ou patios.
- 4) À l'intérieur des zones agroforestières (Af) et agrocampagnes (Ac), l'abri sommaire doit être constitué d'un seul plancher d'une superficie au sol n'excédant pas 20 mètres carrés incluant les galeries, perrons ou patios.
- 5) L'abri sommaire n'est pas desservi en eau d'aucune manière.
- 6) Dans les aires agroforestières, sur une propriété de plus de 10 hectares, un abri sommaire est permis sans déposer de demande

d'autorisation à la CPTAQ. Toutefois, cet abri doit avoir une superficie au sol n'excédant pas 20 mètres carrés.

- 7) Le terrain et l'abri doivent être conformes aux règlements d'urbanisme municipaux et, selon le cas, respecter aussi les dispositions des règlements correspondants à la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

ARTICLE 9 : ENTRÉE EN VIGUEUR

9. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-126 APPROBATION DU BUDGET RÉVISÉ DE L'OFFICE D'HABITATION RIMOUSKI-NEIGETTE

Attendu que la révision du budget 2021 de l'Office d'Habitation de Rimouski-Neigette aura pour effet de faire passer la contribution de la Municipalité de Saint-Anaclet-de-Lessard de 5 020 \$ à 5 406 \$;

En conséquence, il est proposé par monsieur Francis Rodrigue et résolu à l'unanimité d'approuver le budget révisé de l'OHRN pour l'exercice financier 2021.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-127 ADOPTION DU PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES INCENDIE DE LA MRC DE RIMOUSKI-NEIGETTE ET ADOPTION DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE

Attendu que la Municipalité de Saint-Anaclet-de-Lessard a collaboré avec la MRC de Rimouski-Neigette à l'élaboration d'un schéma de couverture de risques ;

Attendu que des consultations publiques se sont déroulées en ligne du 18 août 2021 au 1^{er} septembre 2021 inclusivement ;

Attendu que suite à ces consultations le projet de schéma de couverture de risque révisé n'a pas été modifié ;

Attendu que tel que stipulé à l'article 20 de la «Loi sur la Sécurité incendie», le projet de schéma doit être accompagné d'une résolution de chaque municipalité locale qui a participé à son élaboration ;

Attendu que tel que stipulé à l'article 16 de la «Loi sur la Sécurité incendie», les municipalités concernées par le schéma de couverture de risque doivent adopter le plan de mise en œuvre ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Simon Dubé et résolu à l'unanimité

QUE le conseil municipal adopte le projet de schéma de couverture de risque de la MRC de Rimouski-Neigette;

QUE le conseil municipal adopte le plan de mise en œuvre pour la Municipalité de Saint-Anaclet-de-Lessard en prévision de l'attestation du schéma de couverture de risques de la MRC de Rimouski-Neigette;

QUE copie de la présente résolution soit transmise à la MRC de Rimouski-Neigette.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-128 AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ENTENTE INTERMUNICIPALE EN AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT

Attendu que plusieurs dossiers et projets en cours ou à venir requièrent des compétences spécifiques en urbanisme et en développement durable ;

Attendu que ces tâches ne sont prévues dans aucun poste de l'organisation ;

Attendu que la MRC de Rimouski-Neigette a des besoins complémentaires dans ces domaines ;

Attendu que les articles 569 et suivants du Code municipal autorise la signature d'une telle entente ;

En conséquence, il est proposé par madame Vanessa Lepage-Leclerc et adopté à l'unanimité d'autoriser la directrice générale et secrétaire-trésorière ainsi que le maire à signer l'entente intermunicipale en aménagement et développement avec la MRC de Rimouski-Neigette.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-129 AUTORISATION POUR LA VENTE DU LOT 4 195 080

Attendu que l'entreprise Miralis a manifesté son intérêt pour acquérir le lot 4 195 080;

Attendu qu'un montant de 16 000 \$ a été entendu pour la vente de ce lot, montant équivalent à l'évaluation municipale;

En conséquence, il est proposé par monsieur Jean-Denis Bernier et adopté à l'unanimité d'autoriser la directrice générale et secrétaire-trésorière ainsi que le maire à signer l'acte notarié de vente du lot 4 195 080 à Miralis pour un montant de 16 000 \$.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-130 SOUMISSION POUR L'ACQUISITION DE DÉFIBRILLATEURS

Attendu que les défibrillateurs positionnés au centre communautaire et au bureau municipal ne sont plus fabriqués et que les pièces ne sont plus disponibles ;

Attendu qu'une soumission a été reçue de Formation Urgence Vie au montant de 2 977,70 \$ plus taxes pour deux appareils ;

Attendu que les appareils proposés respectent les critères de fiabilité et de disponibilité ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Yve Rouleau et adopté à l'unanimité d'accepter la soumission de Formation Urgence Vie pour l'acquisition de deux défibrillateurs pour un montant de 2 977,70 \$ plus taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-131 SOUMISSION POUR LE SCHELLEMENT DE FISSURES SUR QUATRE SEGMENTS DE ROUTES

Attendu qu'un Plan d'intervention en infrastructures routières locales (PIIRL) a été réalisé en 2019 pour le territoire de la MRC Rimouski-Neigette afin de planifier les travaux prioritaires à réaliser annuellement sur les routes locales ;

Attendu qu'une aide financière a été obtenue du ministère des Transports par l'intermédiaire du volet Redressement du Programme d'aide à la voirie locale pour réaliser les travaux planifiés pour les années 2020 et 2021 ;

Attendu que la partie du coût des travaux assumée par la Municipalité sera prise dans les surplus accumulés ;

Attendu qu'un appel d'offres public s'est tenu du 7 au 24 septembre ;

Attendu que deux soumissions ont été reçues aux montants suivants :

Scellement Flextech inc.	21 511,77 \$
Cimota inc.	19 060,15 \$

Attendu que l'offre la plus basse est conforme ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Francis Rodrigue et adopté à l'unanimité d'accepter la soumission de Cimota inc. pour le scellement de fissures sur quatre (4) segments de route pour un montant de 19 060,15 \$ plus taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-132 SOUMISSION POUR LE REMPLACEMENT D'UNE GLISSIÈRE DE SÉCURITÉ

Attendu que des glissières de sécurité sont requises dans un segment de la route Neigette ;

Attendu qu'une soumission a été reçue de Les Entreprises Rémi Charest inc. au montant de 15 476,40 \$ plus taxes pour le remplacement des glissières de sécurité ;

Attendu que l'offre de services répond aux critères établis pour ce projet ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Jean-Denis Bernier et adopté à l'unanimité d'accepter la soumission de Les Entreprises Rémi Charest inc. pour le remplacement de glissières de sécurité sur la route Neigette pour un montant de 15 476,40 \$ plus taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-133 DEMANDE D'APPUI AU DÉPÔT D'UN PROJET DE CONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE AU FONDS DE DÉVELOPPEMENT RURAL

Attendu qu'un projet sera déposé au Fonds de développement rural (FDR) par La Couverte Construction Communautaire afin d'offrir des services de rénovations mineures aux personnes en situation de vulnérabilité ;

Attendu que le dépôt au FDR nécessite des résolutions d'appui des municipalités ;

Attendu que ce projet pourrait combler un manque de service pour les travaux ne nécessitant pas de licences et rarement offert par les entrepreneurs en construction ;

Attendu que la contribution de la Municipalité dans ce projet constituerait à référer les gens vers ce service lorsque pertinent et à accompagner les personnes dans leur démarche d'obtention de permis ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Simon Dubé et adopté à l'unanimité d'appuyer le dépôt du projet de La Couverte Construction Communautaire au Fonds de Développement Rural.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉS. 2021-10-134

DEMANDE D'APPUI À LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AU CANCER DE LA PROSTATE

Attendu qu'annuellement 4 300 Québécois recevront un diagnostic de cancer de la prostate et qu'environ 890 mourront de cette maladie ;

Attendu que 12 Québécois par jour recevront un diagnostic du cancer de la prostate ;

Attendu que PROCURE est un organisme de bienfaisance dans la lutte contre le cancer de la prostate. Il sensibilise, soutient et informe les personnes concernées par cette maladie. Il promeut et contribue au financement de la recherche de classe mondiale ;

Attendu que l'importance de sensibiliser la population de Saint-Anaclet-de-Lessard au dépistage du cancer de la prostate ;

Attendu que la campagne de financement « Noeudvembre » de PROCURE offre l'occasion de porter le nœud papillon pendant tout le mois de novembre, et plus particulièrement la journée du 19 novembre ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Yve Rouleau et adopté à l'unanimité que le conseil municipal de Saint-Anaclet-de-Lessard déclare le 19 novembre comme la journée de sensibilisation au cancer de la prostate « Noeudvembre ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CONDOLÉANCES À LA FAMILLE DE MONSIEUR FRÉDÉRIC MCSWEEN

Le conseil municipal offre ses condoléances à la famille et aux proches de Monsieur Frédéric Mc Sween, décédé le 24 septembre. Il a résidé plusieurs années à St-Anaclet et s'est impliqué activement au sein de la communauté entre autres, par l'intermédiaire du comité consultatif d'urbanisme et par la restauration de sa résidence patrimoniale. Les anacloises et anaclois se souviendront d'un homme généreux et intègre.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Le maire procède à la période de questions.

LEVÉE DE LA SÉANCE

Sur proposition de Monsieur Francis St-Pierre, la séance est levée.

Francis St-Pierre, maire

Louise-Anne Belzile, directrice générale